

Politique sociale

M. Paproski: Allez-y.

M. Martin: Et le contrôle des prix et des salaires?

M. Alexander: Les députés gouvernementaux sont des filous.

M. Martin: Et l'indexation?

M. Alexander: J'aimerais bien parler du contrôle des prix et des salaires, parce que nos citoyens âgés en sont victimes. En 1974 les membres du parti libéral ont parcouru le Canada en criant sur tous les toits que le contrôle des prix et des salaires avait échoué aux États-Unis et en Grande-Bretagne et qu'il ne donnerait jamais rien au Canada. Ils ont juré à qui voulait les entendre qu'ils n'appliqueraient jamais de contrôle des prix et des salaires, parce que ce serait désastreux pour le pays.

M. Martin: Pas de gel.

M. Alexander: Où en sommes-nous maintenant? C'est à cause de cela que le gouvernement a cessé d'inspirer confiance. Il a juré que les salaires des travailleurs ne seraient jamais gelés au Canada. Les députés gouvernementaux sont les plus grands hypocrites que j'ai jamais vus. Voilà pourquoi le gouvernement s'en va à la débâcle et que personne n'y croit plus.

M. Huntington: Voilà pourquoi il y a plus d'un million de chômeurs.

M. Alexander: Le gouvernement a mis de l'eau dans son vin et prétend que les circonstances ont changé. J'ai proposé cette idée au ministre du Travail (M. Munro). La politique était toute prête, disait-il. J'ai remis la question sur le tapis après les élections de 1974, et il a eu l'air tout gêné, aussi gêné que le sont maintenant les députés du gouvernement. Ce sont des gens à qui on ne peut se fier. Ils racontent tout ce qu'ils veulent aux Canadiens. Ils sont passés maître dans l'art de jeter de la poudre aux yeux. Des filous. Je dis cela collectivement des ministériels et de personne en particulier.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (M. Turner): J'ai l'honneur d'informer le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) qu'il s'est engagé sur un terrain glissant. Je le prie de peser ses paroles quand il parle de notre gouvernement.

M. Alexander: Je ne voudrais pas froisser Votre Honneur. Peu m'importe d'offenser les ministériels, mais pour ce qui est de Votre Honneur, c'est différent.

J'aimerais parler du programme Nouveaux Horizons. C'est un programme magnifique et excellent. Récemment, j'ai découvert que les personnes âgées s'inquiétaient de voir que les programmes à leur intention étaient, dans une large mesure conçus par des jeunes. Les personnes âgées aimeraient pouvoir participer de façon plus personnelle à ces programmes. Ce n'est pas le cas actuellement.

M. Paproski: Nous y veillerons.

M. Alexander: Oui, nous y veillerons. J'aimerais parler de choses bien simples telles que les formules de déclaration d'impôt. Elles sont épouvantables. J'ai essayé d'y comprendre quelque chose l'autre jour. Je me vante d'être assez intelligent même si les députés d'en face pensent le contraire. C'était un travail terriblement ardu. J'ai quand même fini par envoyer ma déclaration. Je ne savais pas quoi faire.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Je me suis contenté de glisser tous mes documents dans l'enveloppe et je l'ai expédiée telle quelle. J'imagine très bien ce que doivent ressentir les vieilles gens qui essaient de remplir leurs déclarations sans aucune aide. Le gouvernement devrait songer à leur offrir davantage d'aide dans les bureaux du ministère du Revenu national. Bien sûr, je songe surtout à Hamilton. Voilà une politique qui a selon moi un certain mérite.

Les personnes âgées ont également du mal à toucher leurs prestations. Quelles que soient ces prestations, il y a trop de formalités et de tracasseries administratives. Le gouvernement connaît peut-être le problème et cherche à le résoudre, mais cela ne donne pas grand-chose compte tenu des millions de personnes touchées. Les personnes âgées tardent beaucoup trop à recevoir leurs prestations. Les gens aimeraient, j'en suis sûr, qu'on élimine au maximum les tracasseries administratives et la bureaucratie afin qu'ils sachent quand ils peuvent s'attendre à recevoir leurs chèques.

Il a déjà été question de supplément de revenu garanti. Je me rends compte que nous touchons au domaine des programmes à frais partagés, mais nous devons bien considérer ce que nous faisons à certaines personnes âgées. Si elles dépassent de très peu une certaine limite, elles n'ont droit à aucune aide. Quand ces mêmes personnes commencent à recevoir des revenus, et dans des temps aussi difficiles que maintenant...

L'Orateur suppléant (M. Turner): J'ai le regret d'aviser le grand député d'Hamilton-Ouest (M. Alexander) que son temps de parole est écoulé.

M. Alexander: Je vous remercie du compliment, monsieur l'Orateur.

M. Allan Martin (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir la possibilité de participer cet après-midi au débat sur la motion de l'opposition présentée par le député de Kingston et les Îles (M^{le} MacDonald). D'une part, je suppose que nous pourrions qualifier cette motion de «cruelle et injuste.» D'autre part, si l'on tient compte des discussions cet après-midi, on pourrait peut-être l'appeler la motion du «saut périlleux de 4 milliards.»

Il est incroyable qu'elle soit présentée par le parti de l'opposition officielle du Canada qui espère former un jour, Dieu sait quand, peut-être dans ce siècle, le gouvernement du pays. Le critique financier de ce parti, le député de York-Simcoe (M. Stevens) se signale par son absence de la Chambre cet après-midi. Je pense que je comprends pourquoi.